

Redonner l'espoir aux jeunes générations des banlieues

EDOUARD TÉTREAU - EDOUARD TETREAU | LE 04/07/18 À 09H45

CHRONIQUE. Aux antipodes des plans dispendieux, démagogiques et inefficaces qui ont forgé les politiques de la ville successives, il est temps de s'inspirer - et de dupliquer - des expériences locales qui, dans des quartiers réputés difficiles, sont des réussites éclatantes.

Du gratin et des nouilles. Dans une métaphore culinaire pesante en ces temps caniculaires, un représentant du gratin de la politique au XX^e siècle s'est payé les « nouilles » de la politique française en 2018. Jean-Louis Borloo, avocat d'affaires et de Bernard Tapie dans les années 1980, maire de Valenciennes de 1989 à 2002, ministre sans interruption pendant huit ans sous six gouvernements successifs, est tout sauf une nouille. Aujourd'hui promoteur efficace en France des intérêts du géant chinois des télécoms Huawei - celui qui, avec l'aide d'Orange, pilotera demain les voitures connectées de Peugeot et Citroën depuis Shenzhen ou Pékin -, il a pris une part active, voilà plus de vingt ans, dans l'installation de Toyota à Valenciennes. Bref, il sait ce qui roule dans la vie réelle : les initiatives concrètes, locales, pragmatiques ; la puissance des incitations financières et culturelles pour attirer capitaux et talents.

Argent dilapidé

Il sait aussi ce qui ne marche pas. Cette fameuse « politique de la ville » a dilapidé depuis François Mitterrand l'argent public dans les villes et quartiers, avec les résultats que l'on sait : la fortune de quelques intermédiaires bien placés, la réélection ad vitam aeternam d'élus locaux pratiquant le clientélisme à la grecque, les faux emplois subventionnés. Détachons donc ce gratin-là, nauséabond et occupons-nous enfin des nouvelles générations assignées à résidence par les échecs successifs de ces politiques passées.

Comment leur redonner de l'espoir ? D'abord en cessant de tout attendre de l'Etat, qui n'y arrive plus, en raison de moyens limités et d'une organisation déficiente - qu'il conviendrait de réformer d'urgence. Ensuite, en s'inspirant d'initiatives locales, associatives ou privées, qui fonctionnent spectaculairement avec des moyens limités. Et que l'Etat, les régions, les départements et les villes mériteraient d'accompagner, comme des capital-investisseurs accompagnent des entrepreneurs rencontrant leurs premiers succès.

Regardons d'abord le barycentre de la société française, à savoir nos écoles. Là où se joue l'avenir de nos enfants et donc de notre pays ; là où se détermine, aussi, le niveau de sérénité et de sécurité des parents, de la famille, du quartier.

Imaginez des écoles dans les villes et quartiers les plus défavorisés de France : quelque part entre Montfermeil, Sartrouville, Mantes-la-Jolie, Argenteuil, Roubaix ou les quartiers nord de Marseille. Des écoles où la très grande majorité des enfants a des parents de confession musulmane et des mères un peu ou intégralement voilées. 97 % des parents recommandent ces écoles pour les enfants de leur entourage. 68 % les recommandent dans tous les cas de figure - un score à comparer aux 36 % de parents satisfaits de l'école ou du collège de leurs enfants en France (sondage national Ifop mai 2018).

Réussite exceptionnelle

Quel est le secret de cette réussite exceptionnelle ? Deux principes quotidiens, d'abord : un suivi personnalisé de l'élève, entre respect des règles, exigence et bienveillance. Ce qui implique des classes

et des établissements à taille humaine : 12 enfants par classe, 59 élèves par école en moyenne. Fini les grandes usines éducatives impersonnelles.

Deuxième principe : remettre les parents au centre du projet éducatif. Si l'Education nationale a été un tel naufrage ces dernières décennies, n'est-ce pas d'abord parce qu'elle avait exclu les piliers de l'éducation des enfants, à savoir les parents qu'il faut impliquer dans la scolarité de leurs enfants, des devoirs à la maison en passant par les sanctions et les félicitations ?

Méritocratie républicaine

Chaque vendredi matin, dans ces 11 écoles du réseau Espérance banlieues - 16 à la rentrée 2018 -, les enfants en uniforme se réunissent dans la cour. Les directeurs et professeurs font appeler les élèves les plus méritants de la semaine. La méritocratie républicaine, l'émulation par l'exemple existent encore dans la France de 2018, et pas seulement dans les écoles des beaux quartiers.

Puis vient le lever des couleurs. Le drapeau tricolore, qui annonce et précède le drapeau européen. Les élèves de chanter, la main droite sur le coeur, « La Marseillaise » puis deux couplets de l'« Hymne à la joie » de l'humaniste européen Beethoven : « *Que les peuples se rassemblent dans une éternelle foi, Que les hommes se rassemblent dans l'égalité des droits [...] Que pas un de nous ne tremble, la fraternité viendra.* »

Alors que se lèvent les nuages noirs des populismes et des communautarismes à l'intérieur comme à l'extérieur de nos frontières, ces initiatives locales, simples et fortes, ne méritent-elles pas d'être rapidement reprises au niveau national ? Aux antipodes des plans dispendieux, démagogiques et inefficaces cités plus haut, elles sont concrètes, économiques (frais de scolarité : 75 euros par mois). Elles permettent de faire l'unité du pays et des familles autour de la nation et du projet européen, quelles que soient les confessions, ethnies ou origines sociales de chacun.

Antidote au communautarisme

Dans la cour du collège Antoine de Saint-Exupéry, à Asnières, entre les dessins des enfants, un petit portrait veille sur cette assemblée si républicaine et prometteuse. Celui d'Arnaud Beltrame. Combien d'écoles, de collèges et de lycées publics en France célèbrent ainsi ce héros français par excellence, antidote au communautarisme et à la violence ?

Il reviendra à la puissance publique de faciliter, par la réglementation d'abord, le déploiement de ces initiatives de la société civile, reposant à ce jour sur les bonnes volontés de quelques mairies, départements et régions. Aussi sur le bénévolat, les dons des particuliers et des entreprises. Ces initiatives privées font vivre les valeurs de la République d'une façon autrement plus féconde que la culture stérile de la dépense publique. Bref, oublions les plans calcinés des grands brûlés de la politique du XX^e siècle. Et redonnons au pays les moyens concrets de son avenir et de son unité au XXI^e siècle.

Edouard Tétreau est associé gérant de Mediafin.

Edouard Tétreau